

L'INTERNATIONALE

ORGANE DES SECTIONS BELGES
DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS.

PARAISANT LE SAMEDI.

Gaston Mertens
32, RUE MARIE DE BOURGOINS, 32
BRUXELLES

Les demandes d'abonnements, les journaux d'échange et les renseignements concernant la rédaction doivent être adressés au Comité de rédaction, rue de l'Épargne, 5. Les manuscrits sur la poste devront être inscrits au nom du secrétaire de la rédaction. Pour les abonnements à l'étranger, le montant de l'abonnement doit être payé d'avance.

ADMINISTRATION
RUE DE L'ÉPARGNE, 5,
A BRUXELLES

Prix du journal, le numéro 10 centimes.
ABONNEMENTS, pris au bureau du journal, un an, 4 francs. Un semestre 2 francs. Pour les abonnements qui seront encaissés à domicile, il sera prélevé 20 centimes en plus.
ABONNEMENTS pour l'étranger: Hollande, 1 an, fr. 5 50. France, 3. Suisse, 6 00. Angleterre, 6 00. Allemagne, 6 00. Espagne, 10 00. Italie, 9 00. Amérique, 11 00.

LA SITUATION.

La Haye, cette ville si conservatrice, est dans la consternation et la stupeur. La prochaine réunion du Congrès de l'Association internationale des Travailleurs en cette ville donne la chair de poule à une partie de sa bourgeoisie, et il y a de quoi! Aussi essaie-t-elle par tous les moyens de conjurer ce fléau pestilentiel de toutes les idées subversives d'égalité et de justice sociale. Il n'est pas de moyens, pas de logique dont elle n'use pour prouver à toute évidence que le 2 septembre est la date fatale de la fin du monde marquée par le destin sur le cadran des révolutions. C'est l'objet constant de sa frayeur, le sujet unique de toutes ses conversations. Tout son temps, elle le dépense à s'ingénier, et grâce à cette venette toujours si fertile en sottises, elle vient, dans le comble de son désespoir et comme unique moyen de salut, de supplier le roi, par une pétition enrichie de 5 à 600 signatures d'aliborons, qu'il lance son veto contre l'Internationale.

Vains efforts! cris perdus dans l'espace! Le ministère batave, pas plus que le ministère espagnol actuel et le ministère anglais, ne peuvent prêter l'oreille à ces jérémiades; ils se contenteront d'y envoyer leurs mouchards, et de seconder les efforts des faux-frères qui cherchent à faire l'œuvre des gouvernements en jetant la discorde dans les rangs de l'Association par le navrant spectacle de personnalités dégoûtantes, et ne visent à rien moins qu'à travailler à sa dissolution par le prélude perfide d'une dislocation morale. Diviser pour régner. N'est-ce pas l'éternelle devise pratiquée par les despotes de tous les siècles contre tout parti qui, par l'organisation de l'Union constituait une force capable d'ébrécher leur puissance? Mais nous n'avons pas à craindre de pareilles manœuvres, nous sommes de force à les déjouer. Ni intrigues, ni menaces, ni persécutions, rien ne prévaudra contre l'Internationale, elle sortira victorieuse de toutes les épreuves, comme elle est sortie victorieuse par son impassibilité et son bon droit du gigantesque complot qu'ourdissent les gouvernements contre elle avec un vacarme terrifiant à l'instigation du vénérable Jules Favre. Tous les projets de démantèlement de la force ouvrière sont passés en fumée, il ne reste plus rien de cette ligue internationale qui devait

jeter l'épouvante dans le socialisme et le réduire au néant.

Les vents sont changés, ils soufflent à la tolérance, mais soyons sur nos gardes, soyons circonspects, car les gouvernements comme les vents sont inconstants et changeants.

Voyez plutôt quel revirement s'est opéré tout à coup dans l'attitude et le langage des divers ministres européens: Le projet Malou ne s'est-il pas englouti dans la débâcle Langrand-Dumonceau? M. Ruiz Zorilla, dans une réunion d'électeurs radicaux à Madrid, n'a-t-il pas fait croquer tout l'échafaudage de pièges et de mesures comminatoires dressés par son prédécesseur, l'honorable Sagasta, en disant:

« L'ordre public ne consiste pas à répondre par des coups de canon aux grèves ouvrières, il ne se borne pas à établir l'état de siège, à décréter l'emprisonnement, à molester enfin les citoyens dans la simple prévision d'un danger imminent ou sur un simple avis ou une dénonciation anonyme. Avec ces moyens-là on n'arrive qu'à produire de l'inquiétude générale, tandis qu'avec les moyens contraires, c'est-à-dire en respectant les droits acquis, en laissant à la justice le soin d'appliquer la loi contre tous ceux qui outrepassent les limites fixées à l'exercice de leurs droits, l'ordre se rétablit de lui-même et la tranquillité publique n'en souffre point. »

De quoi nous plaindre, hélas! tout n'est-il pas pour le mieux après l'aveu de tant d'impuissance.

M. Thiers continue à attirer tous les regards vers lui. Ce Foutriquet croit se sentir le génie des batailles, malgré les protestations pacifiques qu'il se plaît tant à faire et à réitérer, donne toute sa sollicitude, en ce moment, à réorganiser en grand et jusqu'au moindre détail les forces militaires de la France.

A bon entendeur, salut!

Après quinze mois de tranquillité et d'ordre, couronnés par des exécutions révoltantes et une répression à toute outrance, Thiers ne veut pas ou n'ose pas encore lever l'état de siège de Paris dont il se glorifie pourtant d'avoir été et d'être le sauveur. De nouvelles arrestations sont venues tout à coup troubler la population prise d'une sympathique pitié pour les victimes de quelque basse vengeance de vils délateurs. Cette recrudescence de répression et de vexation envers des prévenus politiques qui ont pris une part quelconque dans les sombres événements qui ont eu pour com-

plice (style d'agent de police) une ville entière, maintenant que le temps a calmé les colères, dissipé la peur, soulève de la part de la bourgeoisie même de vives protestations, elle a pour eux le respect que méritent les hommes qui ont conformé leurs actes à leur opinion et ont courageusement risqué leur vie pour elle. La vue de leur malheur fait plus pour la cause qu'on poursuit en eux, que ses défenseurs n'ont fait contre elle par certaines erreurs.

CORRESPONDANCE SOCIALISTE DE PARIS.

COMPAGNONS.

Une grande partie des professions étant organisée, les réunions corporatives ont été beaucoup moins nombreuses depuis ma dernière.

La question qui s'agit le plus aujourd'hui est celle des principes ou dogmes de la société future.

Sous ce point de vue, on sent par les diverses discussions qui ont lieu, que les hommes d'étude manquent; on croirait que jamais la question sociale n'a été agitée ici, tellement les éléments qui servent de bases aux discussions sont primitifs.

Il est indubitable que ceux qui se sont mis à la tête du mouvement renaissant ne connaissent pas le premier mot de l'Economie sociale.

Les organes de publicité qui s'en occupent le plus, tels que le *Corsaire* et le *Radical*, en parlent comme s'ils n'avaient jamais eu de prédécesseurs.

Aucun d'eux ne daigne mentionner les efforts faits par les initiateurs du mouvement socialiste qui, sous l'empire, affrontaient prison et amendes pour affirmer l'affranchissement du prolétariat.

Il appert qu'une grande partie de ceux qui veulent se mettre en avant, briguent le suffrage des électeurs pour les prochaines élections.

A ce propos, j'ai à vous signaler la réapparition de quelques députés de la Seine qui, après avoir nié le mouvement du 18 Mars, s'empressent de revenir cajoler leurs électeurs avec le clan des journalistes faisant l'aumône de leurs feuilles aux convocations des sociétés ouvrières.

Parmi ces sociétés se trouve celle que je vous citais dans ma dernière qui avait été présidée par le député Langlois et qui a pour titre: *Société d'Etudes pratiques pour le développement des Sociétés ouvrières*.

La dernière réunion composée de gérants des sociétés COOPERATIVES, a été présidée par Tolain, le transfuge de Mars, et s'est occupée de la question du Capital et du Travail sans entrer dans le vif de la question, c'est-à-dire que, soit timidité, soit calcul, pas un membre n'a abordé les véritables causes de l'exploitation du travail.

A tort ou à raison, je pense que cette réunion de gérants n'a d'autre but que d'agir sur les électeurs plébiens en vue des prochaines élections.

Une des causes qui me suggèrent cette opinion est l'admission des journalistes qui ne manqueront pas de plaider en faveur des gros bonnets de cette société de gérants, d'avocats et de députés en disponibilité.

Le Cercle de l'Union syndicale semble, jusqu'alors du moins, ne pas échapper à cette triste influence, et si les chambres syndicales ne s'empressent d'y adhérer, il se pourrait que les initiateurs se fassent un piè-

destal de cette organisation qui, mieux inspirée, devrait succéder à l'illustre chambre fédérale de 1870-1871.

La puérilité des discussions sur les articles des statuts me font éprouver des doutes sur la sincérité des promoteurs du mouvement.

Je sais aussi, pour être impartial, que beaucoup de ces compagnons ignorent les principes d'économie sociale si énergiquement discutés dans les sociétés qui les ont précédées et dans les solennels Congrès de l'Internationale.

La grande question de la prélibation du capital et celle du principe fédératif leur sont complètement ignorées, à en juger par la stérilité des séances qui ont eu lieu ces jours-ci.

Le *Corsaire* qui renferme des articles de principes rédigés par des hommes compétents, a, par la plume de son rédacteur du Bulletin du Travail, publié un article spécial adressé à la *Société d'Etudes pratiques*, dont il est membre, qui prouve combien peu cet écrivain a étudié la question qui nous préoccupe tous.

La preuve est dans son assertion affirmant que la solution du problème social est encore à trouver, et, sur ce, il s'empresse de donner ses idées qui ne sont autres que celles exprimées par les premiers fondateurs des sociétés ouvrières de 48.

Voilà où en sont les hommes du journalisme de 72. 24 ans après tant de luttes et de sacrifices, Et cependant ces hommes étaient ceux qui signaient la feuille de M. Rochefort (la *Marseillaise*) après laquelle les Parisiens ne disaient plus rien.

Malgré cette ignorance et la tension de tant de pièges, les ouvriers continuent leur mouvement sans se soucier de tous les jongleurs.

Je dirai même que beaucoup de chambres syndicales n'ont pas encore adhéré à l'Union à cause de la suspicion qu'ils ont contre les meneurs.

Mais encore une fois, je le répète, on ne peut accuser tous les initiateurs de préoccupations personnelles, quelques-uns agissent de bonne foi.

Accusons l'état de siège qui empêche ceux qui ont étudié la question de déjouer les manœuvres du radicalisme bourgeois.

De toutes ces réticences, il ressort que la question sociale s'impose et que ses plus grands adversaires sont obligés de la courtiser pour attirer l'attention publique sur leur personne.

Voici ce que j'ai à vous signaler sur le mouvement depuis huit jours :

L'*Economie ouvrière*, ancienne société de consommation, vient de se dissoudre pour se reconstituer sur de nouvelles bases.

Les boulangers viennent d'enregistrer de nouvelles adhésions patronales à leur projet de cessation du travail de nuit.

De toutes les réunions corporatives qui ont eu lieu, nous avons à vous citer, comme une des plus dignes d'intérêt, celle des menuisiers en meubles sculptés qui n'a pas craint d'aborder de front les grandes questions du socialisme moderne.

Le rapport présenté par la chambre de cette corporation, qui a été admis à l'unanimité des membres présents, affirmait carrément l'affranchissement du prolétariat et la lutte contre le capital centralisé (le monopole).

J'ai aussi à vous signaler l'appel fait par un groupe de citoyens appartenant au théâtre à toutes les corporations organisées pour relever l'art théâtral et venir en aide aux ouvriers des scènes dramatiques et lyriques.

Sans nier d'une manière absolue l'idéal respectable de ce groupe, je crois qu'avant de s'occuper spécialement de relever l'art théâtral, il importe davantage de relever la dignité du public ravalée par la politique des centralisateurs et l'exploitation du monopole économique. Ce nouveau groupe est organisé et vient d'adhérer au Cercle.

Les employés de commerce ont eu une sérieuse réunion où la question de la grève et de l'atelier a été vivement discutée.

La majorité de l'assemblée s'est prononcée en faveur d'un magasin de vente corporatif, afin d'amener les patrons à meilleure composition.

Une autre société de consommation vient de réunir ses membres pour donner le compte-rendu de sa situation.

Les *Equitables de Paris*, tel est son nom, après avoir fait présenter un rapport favorable à la gestion administrative, a émis quelques idées en apparence pratiques mais peu en rapport avec la Justice et les lois de la science sociale.

Loin de vendre à des conditions se rapprochant du vrai prix de revient, cette société vend avec bénéfice

qu'elle annonce répartir sur les acheteurs actionnaires.

Cette façon de procéder prouve surabondamment que les administrateurs de cette société coopérative de consommation ont peu étudié les questions sociales et par cela prouve que le nom de leur société n'est guère vrai avec la justice économique qui veut l'équilibre des prix de vente avec ceux d'achat, sauf prélèvement pour frais généraux.

Je termine mon bulletin socialiste par une assertion tellement mensongère qu'elle en est ridicule.

Le journal la *Liberté* vient d'affirmer, à propos des grèves récentes du Nord, que les mineurs gagnent en moyenne 3,000 francs par an, soit 10 fr. par jour, plus qu'un commis de banque !

Naturellement notre *macaire* journaliste accuse les ouvriers grévistes d'être des fauteurs de troubles; malheureusement pour ce saltimbanque des lettres, la compagnie minière du Nord, après avoir fait fusiller les ouvriers qui avaient pris l'initiative de la défense du salaire de leurs compagnons, vient d'accorder une augmentation de 13 p. % à ses esclaves, sans que pour cela ceux-ci en soient arrivés à toucher 3,000 francs !

Et pour clore ma correspondance, je vous dirai qu'en politique la situation est toujours la même : stagnation des affaires, bruits de coups d'Etat et accroissement des faillites dans les départements. Parmi ces dernières se trouve une importante maison de banque rouennaise qui vient de déposer son bilan.

Cette maison, qui avait nom Michel Lachinaci et Cie, était le fournisseur de fonds du journal bonapartiste de la localité qui, probablement, reçoit ses fonds d'ailleurs, aujourd'hui surtout qu'il est affirmé que la bande impériale compte 40 torchons typographiques employés à faire disparaître les traces de sa politique plus qu'ordurière pendant les vingt ans d'avachissement de la nation française.

D'un autre côté Fouriquet 1^{er} joue tout-à fait à la royauté; il a sa petite cour, ses ministres l'encensent dans leurs discours et crient à tue-tête : *Vive la République conservatrice de nos privilèges!*

Afin de distraire nos excellences, l'artillerie s'exerce à faire des essais de tir qui amusent beaucoup, paraît-il, notre *très-honorable, très-illustre et très-populaire* par la grâce et la volonté des bonnets à poils rapés de Versailles.

Pendant ce temps Jacques bonhomme turbine de son mieux pour payer les frais et l'on continue à confirmer les condamnations à mort prononcées contre ses défenseurs par les conseils de guerre.

Et la République sociale n'en marche que plus vite, grâce à tous les expédients de ces hommes du passé qui ont juré d'empêcher le progrès de franchir les bornes placées par leur aveugle incurie.

Cordial salut.

H. R.

Paris, le 15 Août 1872.

Post-Scriptum. — Je reçois à l'instant communication du compte-rendu de la société des relieurs qui a tenu sa dernière réunion dimanche 11 courant.

Dans cette assemblée le citoyen Chabert, délégué du Cercle de l'Union syndicale, a pris la parole pour faire ressortir l'importance de la fédération des groupes corporatifs au point de vue des cours professionnels, surtout ceux de dessin.

L'assemblée a accueilli favorablement les explications de l'orateur et a complètement adhéré au Cercle par la nomination de deux délégués.

Nous sommes heureux de voir cette intelligente corporation faire son entrée dans le Cercle, parce que son influence s'exercera d'une façon bienfaisante pour le respect des vrais principes qui ont grand besoin d'avoir des défenseurs.

Nous regrettons que le citoyen Chabert ne se soit borné qu'à manifester l'utilité des cours professionnels par la fédération des groupes et se soit abstenu de faire ressortir l'importance du Cercle au point de vue de la lutte à soutenir contre le capital centralisé, car si le Cercle n'avait d'autre but que les cours professionnels, la question sociale serait loin d'être résolue.

C'est d'elle avant tout qu'il faut parler et les cours ne sont que secondaires, pour être utiles il faut des ateliers, c'est à organiser ces ateliers qu'il faut s'appliquer.

A ce propos, la corporation des relieurs, qui n'avait jusqu'alors accepté l'atelier corporatif qu'en principe, vient de l'inscrire dans ses statuts et a décidé que tous ses efforts seront employés à réaliser cette entreprise dans le plus bref délai.

H. R.

CORRESPONDANCE SOCIALISTE D'ALLEMAGNE.

Compagnons,

La prospérité va toujours croissant dans le « glorieux » empire allemand ! Voici une petite statistique de l'émigration qui le prouve surabondamment : dans les premiers six mois de l'année 1872, 40,000 émigrants ont passé par le seul port de Brême; une correspondance de la *Volkszeitung* de Berlin annonce que pendant cette même période 67,031 Allemands ont débarqué dans le port de New-York, 34,103 de plus que dans l'époque correspondante de 1871 !

Tous ces gens-là au moins trouvent la liberté et des moyens de subsistance dans la grande République au-delà de l'Atlantique, mais ceux qui restent ne possèdent pas les ressources pour émigrer.

Autre signe de prospérité : les grèves ne discontinuent pas. Pour ne citer qu'une seule ville, Breslau, qui est la seconde ville de la Prusse, selon le chiffre de la population, voici la nomenclature des corps de métier qui ont fait grève depuis très-peu de temps : les tailleurs, les cordonniers, les menuisiers, les boulangers, les ouvriers employés à la fabrication des waggonnets de chemins de fer et actuellement les menuisiers.

A Berlin, ce sont les menuisiers et les tailleurs de pierre, à Dantzig, les charpentiers de navires, tant sur les chantiers de l'Etat que sur ceux des entrepreneurs privés qui sont en grève.

A Hambourg, les selliers viennent de sortir triomphants de la lutte; de même, les chapeliers, qui sont très-bien organisés, ont obtenu gain de cause, après avoir lutté pendant six mois contre les patrons dans toute l'Allemagne, fait grève dans quinze villes différentes et dépensé 13,000 florins en secours. Aujourd'hui l'association centrale des chapeliers, plus forte que jamais, compte 2,000 membres et possède un organe dans la presse qui porte le nom de *Correspondent*.

C'est le manque d'une bonne organisation qui a fait échouer la grève des mineurs de la Ruhr. Aussi leur première occupation, après avoir succombé, était la fondation d'une « caisse de secours », sous le nom de : « *Rheinisch Westphälische Unterstützungskasse für Grubenarbeiter.* » Ce n'est que partie remise : que Messieurs *Krupp* et consorts se le tiennent pour dit.

Du reste, tous les métiers reconnaissent de plus en plus l'utilité de s'organiser et de se fédérer. L'idée formulée à Erfurt vient d'être adoptée par l'assemblée générale des maçons, charpentiers et autres travailleurs du bâtiment, qui a siégé à Dresde. D'autres corps de métiers, qui vont se réunir en Congrès, ne manqueront pas d'y adhérer également.

Je crois utile de citer ici encore les deux résolutions suivantes qui ont été votées par le Congrès ouvrier réuni dernièrement à Brunswick :

« Considérant que la plupart des ateliers et fabriques manquent de ventilation et détruisent la santé des ouvriers par leur insalubrité, le Congrès ouvrier déclare que l'Etat a le devoir de soumettre les locaux du travail à une inspection régulière, et de punir, par de fortes amendes, tous les patrons dont les ateliers seront déclarés insalubres. »

« Le Congrès ouvrier déclare : Le peuple qui travaille, le prolétariat qui ne possède rien et est mis hors la loi, qui, malgré toutes les provinces annexées, n'a pas un seul lopin de terre dans la chère patrie, qui, malgré les milliards de contributions de guerre, ne peut plus même parvenir à avoir une maisonnette ou un foyer pour soi, ce prolétariat n'a pas la moindre raison pour célébrer des fêtes qui, du reste, sont ordonnées par le pouvoir et les classes dominantes ayant un intérêt à la guerre où s'entredétruisent les prolétaires — fêtes qu'on décore du nom de « fêtes populaires. » Notre parole à nous est celle-ci : Prolétaires de tous les pays ! unissons-nous ! Et honte, mille fois honte sur l'ouvrier qui participe à la fête de Sedan arrangée par la classe exploitante ! »

Cette résolution, compagnons, rend témoignage des sentiments qui animent le prolétariat allemand : elle démontre clairement qu'il n'est nullement atteint de la fièvre de gloire inculquée à une partie de la bourgeoisie par la presse stipendiée de Bismarck.

Cette pauvre presse ! Ne sachant plus contre qui aboyer pour le moment, ayant une indigestion pour avoir mangé trop du « clérical » et du « jésuite », tout cela pour plaire au maître, elle déverse sa mauvaise humeur résultant de la réussite de l'emprunt français, sur les capitalistes allemands, assez peu patriotes pour y avoir prêté la main ! Mais, presse naïve et « libérale », tu ne sais donc pas que le capital est

